La Lettre de l'OCIM

Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques

159 | 2015
mai-juin 2015

Muséums, jardins botaniques et Développement durable : quels enjeux pour demain ?

Richard Dupuis

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ocim/1526>

DOI : 10.4000/ocim.1526

ISSN : 2108-646X

Éditeur

OCIM

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2015

Pagination : 38-42

ISSN : 0994-1908

Référence électronique

Richard Dupuis, « Muséums, jardins botaniques et Développement durable : quels enjeux pour demain ? », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 159 | 2015, mis en ligne le 01 mai 2016, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ocim/1526> ; DOI : 10.4000/ocim.1526

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Muséums, jardins botaniques et Développement durable : quels enjeux pour demain ?

Richard Dupuis

Quelques-unes des missions assignées aux muséums d'histoire naturelle et aux jardins botaniques : découvrir, s'interroger, s'émouvoir, agir, changer, vivre...

© Jardin des sciences de Dijon

- 1 Les muséums et les jardins botaniques exercent des missions stratégiques de service public. Structures patrimoniales, éducatives, culturelles et scientifiques, ils sont peu identifiés sous ces aspects par le grand public.
- 2 Au-delà de la présentation de leurs collections, ces structures historiques et emblématiques de leurs villes d'appartenance, réalisent de nombreuses actions en prise avec les politiques de Développement durable, dans la mesure où leurs modes de gouvernance, d'une grande diversité et leurs orientations, projets et choix d'action le permettent.

Des institutions prestigieuses, actrices de la dynamique du Développement durable

- 3 Ces structures patrimoniales disposent d'une histoire multiséculaire caractérisée par la place prédominante de la science. Véritables musées vivants, elles disposent d'un statut d'expertise, insuffisamment connu, malgré une capitalisation conséquente de savoir-faire originaux. Leurs compétences sont susceptibles d'accroître audience et capacité décisionnelle auprès des tutelles et partenaires, d'autant que ces structures développent des fonctions sociales dans la dynamique urbaine du Développement durable.
- 4 Aussi, jardins botaniques et muséums disposent d'une place à part dans la nouvelle donne territoriale. Ils s'inscrivent dans la réalité du paysage urbain du Développement durable.
- 5 S'il est difficile d'ignorer le concept de Développement durable, il l'est plus encore de connaître sa définition : « *mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins* »¹. Les grands jalons des actions mises en œuvre font date, du Sommet de la Terre de 1992 à la Conférence de Paris en 2015. L'étude de cette problématique sociétale majeure fait partie des programmes scolaires et des missions éducatives, à même d'être documentée dans tous les jardins botaniques et muséums.
- 6 Le Développement durable repose sur trois piliers établis de manière permanente et transversale : le pilier environnemental, que les jardins botaniques développent depuis de nombreuses années, le pilier sociétal et celui de la croissance économique. Dans ce cadre, jardins botaniques et muséums ont des rôles de premier plan à jouer.
- 7 Dans la mise en œuvre d'actions liées au Développement durable, plusieurs dimensions s'imbriquent, du local au global et réciproquement. Muséums et jardins botaniques prennent en compte celles-ci selon leurs contraintes propres. Le Développement durable est présent au quotidien dans les actions menées dans les municipalités, les collectivités territoriales ainsi que dans les institutions elles-mêmes. C'est à travers la présentation et le repérage de bonnes pratiques, d'actions exemplaires, modélisables, que muséums et jardins botaniques affirment leur légitimité.
- 8 Les jardins botaniques existent depuis le XVII^e siècle et les muséums depuis les cabinets de curiosités du XVIII^e siècle. Leur légitimité, rappelée à plusieurs reprises, est toujours pourtant à démontrer, d'autant que les politiques publiques territoriales, mises en œuvre depuis les années 1980, en passant par les Actes II et III de la décentralisation, interrogent les modes de gouvernance des muséums et des jardins botaniques. Le travail réalisé au titre du Développement durable s'appuie sur trois siècles de légitimité, même si les termes et concepts du Développement durable datent de la fin du XX^e siècle.

Une expertise plurielle au service des territoires

- 9 Les politiques publiques territoriales remodelent certains modes de gouvernance, redistribuent dans les territoires les missions, rapprochent acteurs et institutions et encouragent la participation des citoyens et des publics. Elles nécessitent également plus de partenariat et de globalisation. Dans ce cadre, les politiques publiques territoriales donnent le pouvoir de développer des actions pérennes et de préserver les institutions. Il s'agit alors d'identifier au mieux les centres de décision qui concernent les institutions d'appartenance afin de poursuivre les buts et les missions qui s'inscrivent dans le nouveau contexte du Développement durable. Celui-ci nécessite partenariat, mutualisation, économie d'échelles, transversalité et mise en réseau.

L'école de botanique au Jardin botanique de Lyon

© Jardin botanique de Lyon

- 10 Les muséums et jardins botaniques sont parmi les institutions les mieux placées pour traiter du Développement durable et de ses nouveaux enjeux sociétaux. Ils disposent d'une légitimité, pourtant celle-ci est remise en question. Les muséums et les jardins botaniques, entre repli sur les missions de conservation, d'éducation, de recherche, de valorisation et intégration des nouvelles contraintes liées aux démarches du Développement durable, ont tout intérêt à utiliser leur expertise afin d'accroître leur légitimité. Ils gagnent à faire reconnaître leurs actions majeures au service des publics pour être identifiés comme acteurs incontournables de la mise en œuvre du Développement durable dans les politiques publiques territoriales.
- 11 Cette compétence s'établit à l'échelle de la région, mais aussi de la ville, à travers des projets participatifs qui constituent un des axes les mieux perçus par les populations. Ces actions visibles impliquent le public, enclin à faire connaître ces réalisations.

- 12 Différents ressorts contribuent à l'attractivité des muséums et des jardins botaniques, tels la gratuité et les partenariats. Les partenariats les plus efficaces impliquent plusieurs structures d'une même région qui partagent des ressources, échangent et travaillent en réseau. Cette voie, explorée en Bourgogne, est souvent couronnée de succès.
- 13 La mise en œuvre d'une politique publique territoriale liée au Développement durable gagne à être intégrée à la politique de la ville, à travers des actions manifestes, comme celle de la production de miel en secteur urbain. La conduite de ces actions partenariales s'appuie de manière efficace sur un accompagnement. Celui mis en œuvre par l'OCIM, inclut des compétences élargies et une restitution de données nationales (voir l'encadré ci-dessus). L'observation extérieure renforce ainsi l'efficacité des actions entreprises. Ces démarches prennent sens dans la mise en perspective historique que le long passé des institutions offre.
- 14 Faire de la science en valorisant les collections, qu'elles soient botaniques ou de Sciences naturelles, confère une audience technique incontestable. De multiples potentialités s'ouvrent. Les structures labellisées, celles portées par les pouvoirs publics, collectivités territoriales, éducation nationale, doivent travailler avec les nombreuses associations locales du domaine. La reconnaissance des institutions n'est pas gravée dans la loi, en particulier celles qui concernent l'environnement, ainsi les termes muséums et jardins botaniques n'apparaissent pas. Aussi est-il indispensable de renforcer et de faire connaître le rôle de ces institutions au quotidien.
- 15 Jardins botaniques et muséums accueillent plus de quatre millions de visiteurs chaque année. L'hétérogénéité des structures, lieux de savoirs et de culture appuyés sur une large diversité de modèles de gouvernance, de missions institutionnelles, permet une mise en réseau d'actions variées de Développement durable à différentes échelles.
- 16 À échelle locale, au Jardin des sciences de Dijon, l'expertise concernant le développement durable, se construit à partir des collections et du rôle central de conservation. La mise en place d'un observatoire de capitalisation des informations sur le Développement durable à l'échelle de la région permet aux professionnels d'identifier ces structures-repères qui maillent le territoire.

Des outils pour déployer des actions originales en appui à la citoyenneté

- 17 La gouvernance, en associant les citoyens aux actions de ces structures, joue un rôle d'interface scientifique et culturelle sur le volet social et sociétal du Développement durable. Une dynamique territoriale se met en place, à partir d'une tête de réseau qui innove le territoire régional, comme en Bourgogne. C'est une place que doivent occuper les muséums et les jardins botaniques.

Animation scolaire « Le monde mystérieux des plantes carnivores » au Jardin botanique

© Jardin botanique de Lyon

- 18 Les projets concrets permettent de valoriser les savoir-faire des agents et de participer à des actions d'entretien et de mise en valeur des espaces naturels à l'échelle de métropoles, comme celle de Lyon et d'être médiateur de la construction commune du savoir et de l'identité territoriale. Les missions de l'institution doivent s'inscrire dans le cadre du Développement durable, pour être mieux reconnues par les pouvoirs publics locaux.
- 19 L'appartenance institutionnelle présente force, mais aussi ambiguïté, lorsque la structure est sous double tutelle, comme c'est le cas du jardin botanique de Nancy avec l'université de Lorraine et la communauté de la Ville de Nancy. Certaines institutions satellites n'utilisent pas la vitalité du jardin pour renforcer les liens. Par ailleurs, travailler avec les tutelles n'est pas toujours simple. Il faut composer avec les contraintes de chaque institution et développer des axes transversaux afin de servir les intérêts des institutions impliquées. Pour ce faire, la culture scientifique, technique et industrielle, la familiarisation par la science aux enjeux du Développement durable représentent des axes forts pour motiver le public. Les politiques publiques territoriales nécessitent d'articuler les actions des institutions muséales et naturalistes avec l'activité des partenaires des collectivités territoriales, à partir de projets concrets. L'Agenda 21 est le plus connu et le plus répandu de ceux-ci. La mise en œuvre de telles initiatives place le Développement durable en position hiérarchique forte dans les actions à mener.
- 20 Muséums et Jardins botaniques n'ont pas toujours le pouvoir d'influencer les priorités des actions à mener au niveau des collectivités territoriales. Cependant ils peuvent argumenter auprès des tutelles pour que le Développement durable soit reconnu dans la hiérarchie des actions à réaliser, en valorisant et en faisant connaître leurs réalisations. La mise au cœur du système décisionnel local des contraintes liées au Développement durable favorise la démocratie locale.

- 21 Muséums et jardins botaniques sont très bien placés pour développer cet axe, d'autant que l'échelon régional est dans la plupart des cas partenaire. L'observatoire de la biodiversité en Bourgogne implique les acteurs à partir d'une expertise partagée. Il concourt à rationaliser les pratiques et à rendre visibles les actions et acteurs. Ces nouveaux enjeux s'actualisent dans la politique territoriale actuelle, où le cadre de référence est de plus en plus la région.
- 22 L'événementiel permet également d'envisager le Développement durable comme une opportunité et de faire connaître actions et expertise. La mise en réseau des compétences et l'animation d'activités de loisirs, tels les cours municipaux de botanique, permettent de travailler avec une visibilité plus large en vue d'améliorer la cohésion sociale.
- 23 Les muséums et les jardins botaniques intègrent le Développement durable et décroissent leurs activités pour inventer de nouveaux modèles de partenariat à la faveur de l'élargissement des politiques publiques. Ils se développent selon des logiques propres, mais leur rencontre constitue une excellente initiative. « *Tout seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin* ».

Des spécialistes incontournables, au service des collectivités territoriales

- 24 La mise en chantier du Développement durable au cœur des politiques publiques est cependant loin d'être épuisée. Les actions se réalisent sur les trois volets principaux du Développement durable : l'environnement, l'économie et la société pour répondre au mieux aux missions. Des interrogations concernant les aspects liés à l'économie, la citoyenneté, la convergence aux objectifs nationaux et internationaux demeurent afin de répondre aux nouveaux enjeux des politiques publiques. Comment évoluent les missions et les actions des jardins botaniques et des muséums, entre savoir scientifique et culturel ? Comment s'organise le rôle d'expertise culturelle ? Comment évoluent les métiers ?
- 25 Ces trois questions évoquent d'autres questions ! Quel est le territoire de référence, quelles sont les caractéristiques et spécificités des jardins botaniques et des muséums, par rapport à la mise en place d'actions locales de Développement durable ? Quels montages, en termes d'organisation interne et externe, semblent les plus efficaces pour conserver un rayon d'action pertinent ? Comment donner plus de visibilité aux actions ? Comment conserver le statut de lieux de connaissance légitimes, en relation avec les autres acteurs de l'éducation et de la médiation scientifique et culturelle ?

« Sauvage de ma rue » : reconnaissance de la biodiversité urbaine

© Jardin des sciences de Dijon

- 26 Les réponses proviennent de l'expérience. Il faut que les muséums et les jardins botaniques soient eux-mêmes des exemples de Développement durable et arriment leurs actions aux politiques de la ville, en étant des ambassadeurs et en développant spécificités et expertise.
- 27 Il s'agit également de rattraper le train de la protection de la nature. La gestion des jardins partagés, qui intègre de nombreux acteurs et qui développe un rôle éducatif de transmission culturelle, peut être prise en exemple. La législation, lorsqu'elle joue parfois en faveur de la connaissance et de la reconnaissance des jardins botaniques et des muséums peut être un recours.
- 28 L'évolution des métiers en prise avec le Développement durable s'inscrit dans des portefeuilles de compétences à actualiser. Les métiers des muséums et des jardins botaniques verdissent, quelles que soient les saisons et font verdir d'autres métiers. Des référentiels sont à écrire, sans évidemment oublier le cœur du métier, la conservation. Pour gérer au mieux des compétences, les rapprochements peuvent s'opérer par organisations et par métiers.
- 29 La dynamique interinstitutionnelle et politique en cours peut s'appuyer sur de nombreuses actions et propositions. Dans le mille-feuille territorial, muséums et jardins botaniques fournissent des solutions à leurs échelles, afin de mettre en place des actions de Développement durable de référence. Ces institutions doivent être des structures phares pour aider d'autres professions, d'autres services à réfléchir au Développement durable et à la gestion de leurs métiers. Il s'agit d'orienter les stratégies pour conforter le rôle de référence des muséums et des jardins botaniques, acteurs essentiels du Développement durable dans les politiques publiques territoriales.

Des données nationales pour les muséums d'Histoire naturelle et les jardins botaniques

- 30 En 2007, l'OCIM s'est vu confier la création d'un Observatoire du Patrimoine et de la Culture Scientifiques et Techniques. Celui-ci mène une mission d'observation au service des réseaux, des institutions et des acteurs impliqués dans des politiques culturelles et des programmes en lien avec le patrimoine et la culture scientifiques et techniques (muséums, musées de société, universités, centres de culture scientifique, technique et industrielle...).
- 31 Pour y parvenir, l'Observatoire a mis en place un dispositif de production et diffusion de données et de connaissances sur les acteurs, les actions, le patrimoine et les publics d'institutions culturelles ciblées, et ce selon trois axes :
- 32 - essentiellement, un axe typologique s'intéressant aux différentes familles d'acteurs professionnelles (muséums, centres de science, universités...) ;
- 33 - plus récemment, un axe territorial comprenant les études au niveau d'un territoire (ex : région administrative), toutes familles d'acteurs de CSTI confondues ;
- 34 - et en complément, un axe thématique présentant des analyses prospectives sur des thèmes en lien avec les enjeux du champ de la CSTI.
- 35 En outre, l'Observatoire peut apporter une assistance technique et méthodologique en termes d'enquête et de dynamique partenariale.

Les premières études

- 36 Si les premières études typologiques se sont portées sur les familles d'acteurs qui constituent, d'un point de vue historique et administratif, les interlocuteurs premiers de l'OCIM, à savoir les muséums d'Histoire naturelle, les centres de science et les universités, l'Observatoire s'est également intéressé à d'autres familles d'acteurs, aussi nombreuses et diverses soient-elles (dans leur statut, histoire, rattachement administratif, ancrage disciplinaire...) et dont beaucoup font de la culture scientifique et technique sans en revendiquer directement l'étiquette. Les jardins botaniques en sont un exemple.
- 37 Ainsi, en 2012, l'OCIM publiait les enquêtes relatives aux muséums d'Histoire naturelle et aux Jardins botaniques. Dans les deux cas, il s'agissait d'interroger, sur une année donnée (en l'occurrence 2010), les éléments relatifs aux collections, d'une part, et ceux relatifs aux activités et public, d'autre part.
- 38 Si l'étude sur les Jardins botaniques a relevé d'une enquête ponctuelle, le travail mené sur les muséums a constitué l'aboutissement de la construction d'une plateforme dédiée à cette famille de professionnels et destinée à être pérenne.
- 39 Dans sa démarche collaborative, l'équipe de l'Observatoire s'est appuyée pour ces études sur les réseaux d'acteurs correspondants : la Conférence permanente des Muséums de France (CPMF) et l'association des Jardins botaniques de France et des pays francophones (JBF).
- 40 Tout en maintenant une indépendance de questionnement propre à l'observation, l'OCIM favorise le travail en collégialité afin d'être au plus proche de la réalité de ces structures culturelles et de les mobiliser beaucoup plus fortement.

- 41 Pour garder une distance nécessaire, l'OCIM a souhaité s'associer à un référent national de la famille concernée, afin de pouvoir, le cas échéant, faire part de son regard d'expert sur la constitution d'un questionnaire² et replacer les résultats dans une historicité et des enjeux de gouvernance. Ainsi, Yves-Marie Allain³ a accepté cette mission pour les jardins botaniques, tandis qu'un groupe de plusieurs représentants de la CPMF a accompagné l'OCIM pour les muséums⁴. Les rapports correspondants à ces deux enquêtes sont disponibles sur le site Internet de l'OCIM (www.ocim.fr).

© OCIM

L'enquête Muséums : deuxième édition

- 42 Les retours de ces premières études ont permis de préciser certains points et, pour les muséums, ont conduit à une refonte de la plateforme afin d'améliorer sa pertinence et son ergonomie. De plus, afin de permettre un investissement annuel moins lourd du côté des acteurs, ainsi qu'une plus grande réactivité de l'OCIM entre le moment du recueil et celui de la restitution des résultats, une différence de temporalité a été adoptée pour les

axes du questionnaire : un recueil annuel pour les données relatives aux activités et au public et une fréquence quinquennale pour les collections.

- 43 Ainsi, l'étude *Collections des muséums 2014* vient de paraître, et les données relatives aux autres axes (établissement, activités et publics) sont en cours de recueil. Cette étude permet une exploration fine des collections des muséums, concernant les types de disciplines abritées (familles et composantes), ainsi que leur importance numérique : elle constitue le nouvel ouvrage de référence en la matière. Les résultats présentés prennent notamment en compte l'avancement du récolement dans les muséums de France. Cette deuxième édition constitue ainsi, par rapport à 2011, une version consolidée sur les données de collections des muséums, au contenu affiné et fiabilisé. L'équipe Observation, OCIM
-

NOTES

1. Rapport Brundtland. Notre avenir est à nous. ONU, 1987.
 2. Ce qui n'a pas été le cas pour le questionnaire des jardins botaniques, le référent ayant été nommé après le lancement de l'enquête.
 3. Ancien directeur du Service des cultures au Muséum national d'Histoire naturelle et, depuis 2004, membre permanent de l'Inspection générale de l'Environnement.
 4. Représentants de la CPMF auprès de l'OCIM en 2012 : Michèle Lemaire (conservatrice du muséum d'Histoire naturelle de Bourges), Philippe Guillet (directeur du muséum d'Histoire naturelle de Nantes), Francis Duranthon (conservateur du muséum d'Histoire naturelle de Toulouse), Nathalie Mémoire (conservatrice du muséum d'Histoire naturelle de Bordeaux) et Pierre-Antoine Gérard (conservateur du muséum-aquarium de Nancy).
-

RÉSUMÉS

Dans le cadre de la mise en place des politiques publiques territoriales liées au Développement durable, l'auteur montre l'expertise des muséums et des jardins botaniques et leur légitimité à traiter de ces questions – notamment à travers la mise en œuvre de projets participatifs – et plaide à cet égard en faveur de nouvelles formes de partenariat, de mutualisation, de transversalité et de mise en réseau.

INDEX

Mots-clés : Muséum, jardin botanique, développement durable, politique publique territoriale

AUTEUR

RICHARD DUPUIS

docteur en Histoire et enseignant à l'université de Reims Champagne-Ardenne

richard.dupuis@univ-reims.fr